

Aux Finances, Tous en grève

Au début du mois de février prochain doivent s'ouvrir des négociations salariales dans la Fonction publique. Ces négociations s'ouvrent après plus de cinq ans de gel de la valeur du point d'indice et une perte de pouvoir d'achat de plusieurs centaines d'euros par mois.

Dans le même temps, le gouvernement et les ministres sont aujourd'hui obsédés par la mise en œuvre des mesures portant sur les Parcours professionnels carrières et rémunérations (PPCR) malgré l'absence d'accord majoritaire.

La réforme territoriale en place depuis le 01/01/2016 va défigurer, entre autre, le réseau administratif « Finances », éloigner encore plus l'utilisateur du service public et maltraiter les agents quelque soit leur statut.

Pour défendre et améliorer les droits du monde du travail, la CGT Finances appelle les personnels à faire de la journée du 26 janvier 2016 un temps fort de mobilisation, par la grève et les manifestations pour :

- **Le déblocage des salaires et l'augmentation de la valeur du point d'indice**, prenant en compte l'inflation subie depuis plusieurs années. L'abandon du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel), le refus de toute modulation du régime indemnitaire et la reconnaissance des qualifications. L'élaboration d'un véritable plan d'action pour assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

- **La création massive d'emplois publics statutaires** dans l'ensemble des administrations, établissements et services accompagnée des moyens budgétaires à la hauteur des besoins de service public.

- **L'arrêt de toutes les réformes en cours et d'externalisation**. La reconquête et le développement d'un service public de proximité garant de la cohésion sociale et répondant aux besoins de la population. La sortie de la Réforme de l'Administration Territoriale de l'État (RéATE) de la DGCCRF et le rétablissement de la chaîne de commandement.

- **Le respect des droits et garanties de tous les agents** par le respect et l'amélioration des règles de gestion, la reconnaissance des qualifications, le droit à la mobilité choisie, à la formation, à la promotion sans aucune discrimination tout au long de la carrière. L'éradication de toutes formes de précarité.

- **L'élaboration d'un Plan « santé au travail » ambitieux** et assurer la reconnaissance de la pénibilité.

- **Une véritable politique d'action sociale aux moyens renforcés** pour les actifs et les retraités, incluant la protection sociale complémentaire de haut niveau.

Pour nos revendications, pas d'autres solutions que l'action ! Toutes et tous en grève et dans les manifestations !

Montreuil le 19 janvier 2016

